

DEC 45/2013

ASSEMBLÉE NATIONALE

QUATORZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2013-2014

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale
Le 14 janvier 2014

Enregistré à la Présidence du Sénat
Le 14 janvier 2014

TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT

Proposition de virement de crédits n° DEC 45/2013 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2013;

E 8982



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 7 janvier 2014
(OR. en)**

5012/14

FIN 1

NOTE DE TRANSMISSION

Origine:	Monsieur Janusz LEWANDOWSKI, membre de la Commission européenne
Date de réception:	7 janvier 2014
Destinataire:	Monsieur Christos STAIKOURAS, Président du Conseil de l'Union européenne

Objet:	Proposition de virement de crédits n° DEC 45/2013 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2013
--------	---

Les délégations trouveront ci-joint le document de la Commission DEC 45/2013.

p.j.: DEC 45/2013



BRUXELLES, LE 03/01/2014

BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2013

SECTION III - COMMISSION TITRES 02, 04, 05, 07, 11, 12, 13, 14, 17, 18, 22, 26, 32

VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 45/2013

INTRODUCTION

Le virement dit «de fin d'année» vise à garantir que soient satisfaites, dans la mesure du possible, les demandes de paiements supplémentaires relatives aux fonds en gestion partagée, au moyen d'une utilisation intégrale des crédits de paiement disponibles à la mi-décembre.

Les dispositions qui régissent ce mécanisme figurent à l'article 179, paragraphes 2 et 3, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union européenne¹.

Ce «virement de fin d'année» pour l'exercice 2013 porte sur des crédits de paiement s'élevant au total à **139,8 millions d'EUR**, compte tenu de l'exécution effective des dépenses à la mi-décembre 2013. Le montant à virer correspond à 0,1 % du total des crédits de paiement autorisés dans le budget 2013. Il provient de 52 lignes budgétaires, dont 36 concernent des montants inférieurs ou égaux à 1 million d'EUR, alors qu'en 2012, le virement de fin d'année s'élevait à 290,9 millions d'EUR, provenant de 102 lignes différentes. Les justifications détaillées des ajustements pour chaque ligne budgétaire figurent à l'annexe. Des justifications standard succinctes peuvent être utilisées pour les montants représentant moins de 10 % des crédits autorisés sur la ligne budgétaire ou pour les montants inférieurs à 1 million d'EUR.

Les virements proposés en vue d'un **prélèvement** portent sur les rubriques suivantes:

• Rubrique 1a:	Compétitivité	85,0 millions d'EUR
• Rubrique 2:	Ressources naturelles	3,9 millions d'EUR
• Rubrique 3a:	Liberté, sécurité et justice	4,9 millions d'EUR
• Rubrique 3b:	Citoyenneté	1,2 million d'EUR
• Rubrique 4:	L'UE acteur mondial	44,8 millions d'EUR

Le renforcement comble une partie des besoins à satisfaire sur trois lignes budgétaires:

- + 28,9 millions d'EUR pour 04 02 19 Fonds social européen (FSE) — Compétitivité régionale;
- + 106,0 millions d'EUR pour 13 04 02 Fonds de cohésion;
- + 4,9 millions d'EUR pour 18 02 06 Fonds pour les frontières extérieures.

Tout en garantissant un usage optimal des crédits autorisés, ce virement contribuera à la résorption des engagements restant à liquider et au remboursement des États membres pour les paiements déjà effectués dans le cadre de la gestion partagée.

¹ JO L 298 du 26.10.2012.

BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2013

SECTION III - COMMISSION TITRES 02, 04, 05, 07, 11, 12, 13, 14, 17, 18, 22, 26, 32

VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 45/2013

EN EUROS

ORIGINE DES CRÉDITS**DU CHAPITRE - 0204** Coopération - Espace et sécurité

POSTE - 02 04 04 02 Achèvement du sixième programme-cadre de la Communauté européenne (2003-2006)

CP 101 945

DU CHAPITRE - 0403 Travailler en Europe - Dialogue social et mobilité

POSTE - 04 03 03 01 Relations industrielles et dialogue social

CP 1 000 000

POSTE - 04 03 03 03 Information, consultation et participation des représentants des entreprises

CP 2 500 000

ARTICLE - 04 03 04 EURES (services européens de l'emploi)

CP 3 700 000

ARTICLE - 04 03 05 Libre circulation des travailleurs, coordination des systèmes de sécurité sociale et actions en faveur des migrants, y compris des migrants des pays tiers

CP 400 000

ARTICLE - 04 03 10 Projet pilote - Mesures relatives au maintien de l'emploi

CP 200 000

ARTICLE - 04 03 11 Projet pilote - Favoriser la mobilité et l'intégration des travailleurs au sein de l'Union

CP 30 000

ARTICLE - 04 03 12 Projet pilote - Coopération globale entre les autorités publiques, les entreprises commerciales et les entreprises sans but lucratif pour l'intégration des personnes dans la société et dans l'emploi

CP 137 633

ARTICLE - 04 03 13 Action préparatoire - Ton premier job EURES

CP 383 226

ARTICLE - 04 03 16 Action préparatoire - Centres d'information pour les travailleurs détachés et les travailleurs migrants

CP 250 000

DU CHAPITRE - 0404 Emploi, solidarité sociale et égalité entre les hommes et les femmes

POSTE - 04 04 01 01 Emploi

CP 3 600 000

POSTE - 04 04 01 02 Protection et insertion sociales

CP 3 100 000

POSTE - 04 04 01 03 Conditions de travail

CP 1 100 000

ARTICLE - 04 04 07 Achèvement des programmes antérieurs

CP 191 693

ARTICLE - 04 04 08 Projet pilote - Encourager la transformation du travail précaire en travail assorti de droits

CP 186 721

ARTICLE - 04 04 11 Projet pilote - Prévention de la maltraitance des personnes âgées

CP 131 854

ARTICLE - 04 04 12 Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (2010)

CP 444 789

ARTICLE - 04 04 17 Action préparatoire - Mesures d'activation ciblant les jeunes - mise en œuvre de l'initiative Jeunesse en mouvement

CP 553 425

ARTICLE - 04 04 18 Action préparatoire - L'innovation sociale guidée par l'entrepreneuriat social et l'entrepreneuriat des jeunes	CP	500 000
DU CHAPITRE - 0405 Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM)		
ARTICLE - 04 05 01 Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM)	CP	8 839 604
DU CHAPITRE - 0502 Interventions sur les marchés agricoles		
POSTE - 05 02 10 02 Actions de promotion - Paiements directs par l'Union	CP	63 000
DU CHAPITRE - 0505 Mesures de préadhésion dans le domaine de l'agriculture et du développement rural		
ARTICLE - 05 05 02 Instrument de préadhésion pour le développement rural (IPARD)	CP	517 960
DU CHAPITRE - 0508 Stratégie politique et coordination du domaine politique «Agriculture et développement rural»		
ARTICLE - 05 08 01 Réseau d'information comptable agricole (RICA)	CP	100 000
ARTICLE - 05 08 03 Restructuration des systèmes d'enquêtes agricoles	CP	58 000
DU CHAPITRE - 0702 Affaires internationales concernant l'environnement et l'action pour le climat		
ARTICLE - 07 02 01 Contribution aux accords multilatéraux et internationaux en matière d'environnement et de climat	CP	61 421
ARTICLE - 07 02 04 Action préparatoire - Surveillance environnementale du bassin de la mer Noire et programme-cadre européen commun pour le développement de la région de la mer Noire	CP	29 699
DU CHAPITRE - 0712 Mise en œuvre de la politique et de la législation de l'Union sur l'action pour le climat		
ARTICLE - 07 12 01 Mise en œuvre de la politique et de la législation de l'Union sur l'action pour le climat	CP	1 800 000
DU CHAPITRE - 1103 Pêche internationale et droit de la mer		
ARTICLE - 11 03 01 Accords internationaux en matière de pêche	CP	30 274
ARTICLE - 11 03 02 Contributions à des organisations internationales	CP	85 826
ARTICLE - 11 03 03 Travaux préparatoires des nouvelles organisations internationales de pêche et autres contributions non obligatoires à des organisations internationales	CP	228 130
DU CHAPITRE - 1104 Gouvernance de la politique commune de la pêche		
ARTICLE - 11 04 01 Renforcement du dialogue avec l'industrie de la pêche et les milieux concernés par la politique commune de la pêche	CP	621 568
DU CHAPITRE - 1109 Politique maritime		
ARTICLE - 11 09 06 Action préparatoire - Gardiens de la mer	CP	200 000
DU CHAPITRE - 1202 Politique du marché intérieur		
ARTICLE - 12 02 01 Mise en œuvre et développement du marché intérieur	CP	200 000
DU CHAPITRE - 1204 Libre circulation des capitaux, droit des sociétés et gouvernement d'entreprise		
ARTICLE - 12 04 01 Activités spécifiques dans le domaine des services financiers, de l'information financière et du contrôle des comptes	CP	1 007 767
POSTE - 12 04 03 01 Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles - Contribution aux titres 1 et 2	CP	311 609
POSTE - 12 04 03 02 Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles - Contribution au titre 3	CP	66 649
DU CHAPITRE - 1305 Interventions de préadhésion en relation avec la politique structurelle		
ARTICLE - 13 05 02 Instrument d'aide de préadhésion (IAP) — Composante du développement régional	CP	23 498 271

POSTE - 13 05 03 02 Coopération transfrontalière et participation de pays candidats et potentiellement candidats aux programmes de coopération transnationaux et interrégionaux des Fonds structurels - Contribution de la rubrique 4	CP	15 423 878
DU CHAPITRE - 1403 Aspects internationaux de la fiscalité et des douanes		
ARTICLE - 14 03 03 Adhésion à des organisations internationales dans le domaine de la douane et de la fiscalité	CP	11 770
ARTICLE - 14 03 04 Bonne gouvernance dans le domaine fiscal	CP	231 513
DU CHAPITRE - 1702 Politique des consommateurs		
ARTICLE - 17 02 02 Action de l'Union dans le domaine de la politique des consommateurs	CP	1 066 097
ARTICLE - 17 02 03 Action préparatoire - Contrôle des mesures adoptées dans le domaine de la politique des consommateurs	CP	182 560
DU CHAPITRE - 1703 Santé publique		
ARTICLE - 17 03 09 Projet pilote - Recherche dans le domaine de la santé, de l'environnement, des transports et du changement climatique - Amélioration de la qualité de l'air à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments	CP	742 156
DU CHAPITRE - 1805 Sécurité et protection des libertés		
ARTICLE - 18 05 08 Prévention, préparation et gestion des conséquences en matière de terrorisme	CP	1 373 221
ARTICLE - 18 05 09 Prévenir et combattre la criminalité	CP	3 500 000
DU CHAPITRE - 2202 Processus et stratégie d'élargissement		
ARTICLE - 22 02 02 Aide à la transition et au renforcement des institutions en faveur des pays candidats potentiels	CP	5 000 000
DU CHAPITRE - 2602 Production multimédia		
ARTICLE - 26 02 01 Procédures de passation et de publication des marchés publics de fournitures, de travaux et de services	CP	720 000
DU CHAPITRE - 3203 Réseaux transeuropéens		
ARTICLE - 32 03 01 Clôture du soutien financier aux projets d'intérêt commun du réseau transeuropéen d'énergie	CP	425 000
DU CHAPITRE - 3204 Sources d'énergie classiques et renouvelables		
ARTICLE - 32 04 03 Activités de soutien à la politique européenne de l'énergie et au marché intérieur de l'énergie	CP	700 000
POSTE - 32 04 14 01 Projets énergétiques en vue d'aider à la relance économique - Réseaux énergétiques	CP	48 605 000
POSTE - 32 04 14 02 Projets énergétiques en vue d'aider à la relance économique - Piégeage et stockage du carbone (PSC)	CP	825 000
POSTE - 32 04 14 03 Projets énergétiques en vue d'aider à la relance économique - Réseau européen d'éoliennes en mer	CP	4 755 000
<u>DESTINATION DES CRÉDITS</u>		
AU CHAPITRE - 0402 Fonds social européen		
ARTICLE - 04 02 19 Fonds social européen (FSE) - Compétitivité régionale	CP	28 919 038
AU CHAPITRE - 1304 Fonds de cohésion		
ARTICLE - 13 04 02 Fonds de cohésion	CP	106 000 000
AU CHAPITRE - 1802 Solidarité - Frontières extérieures, retour, politique des visas et libre circulation des personnes		
ARTICLE - 18 02 06 Fonds pour les frontières extérieures	CP	4 873 221

Ligne / Intitulé									
	Budget initial ±BR (1A)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(AELE)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1A)	Total (4±5)	Justification standard	
02 04 04 02 - Achèvement du sixième programme-cadre de la Communauté européenne (2003-2006)									
	296 526	300 000	502 884	101 945	-101 945	-34,38 %	0		*
04 02 19 - Fonds social européen (FSE) - Compétitivité régionale									
	3 305 847 411	0	3 268 872 540	36 974 871	28 919 038	0,87 %	65 893 909		*
04 03 03 01 - Relations industrielles et dialogue social									
	12 849 449	-2 600 000	7 591 149	2 658 300	-1 000 000	-7,78 %	1 658 300	Non-exécution de paiements d'avances programmés	
04 03 03 03 - Information, consultation et participation des représentants des entreprises									
	5 436 305	-600 000	2 207 392	2 628 913	-2 500 000	-45,99 %	128 913		*
04 03 04 - EURES (services européens de l'emploi)									
	13 837 868	-1 300 000	8 332 582	4 592 746	-3 700 000	-26,74 %	892 746		*
04 03 05 - Libre circulation des travailleurs, coordination des systèmes de sécurité sociale et actions en faveur des migrants, y compris des migrants des pays tiers									
	4 645 570	0	3 212 115	1 563 531	-400 000	-8,61 %	1 163 531	Non-exécution de paiements d'avances programmés	
04 03 10 - Projet pilote - Mesures relatives au maintien de l'emploi									
	200 000	0	0	200 000	-200 000	-100,00 %	0	Exécution plus lente que prévu	
04 03 11 - Projet pilote - Favoriser la mobilité et l'intégration des travailleurs au sein de l'Union									
	30 000	0	0	30 000	-30 000	-100,00 %	0	Exécution plus lente que prévu	
04 03 12 - Projet pilote - Coopération globale entre les autorités publiques, les entreprises commerciales et les entreprises sans but lucratif pour l'intégration des personnes dans la société et dans l'emploi									
	800 000	-231 498	430 869	137 633	-137 633	-17,20 %	0	Exécution plus lente que prévu	
04 03 13 - Action préparatoire - Ton premier job EURES									
	2 250 000	1 300 000	3 166 774	383 226	-383 226	-17,03 %	0	Exécution plus lente que prévu	
04 03 16 - Action préparatoire - Centres d'information pour les travailleurs détachés et les travailleurs migrants									
	250 000	0	0	250 000	-250 000	-100,00 %	0	Exécution plus lente que prévu	
04 04 01 01 - Emploi									
	16 803 125	0	12 031 483	5 242 130	-3 600 000	-21,42 %	1 642 130		*
04 04 01 02 - Protection et insertion sociales									
	24 216 268	0	20 736 437	4 157 887	-3 100 000	-12,80 %	1 057 887		*
04 04 01 03 - Conditions de travail									
	7 413 143	0	4 643 988	2 976 723	-1 100 000	-14,84 %	1 876 723		*
04 04 07 - Achèvement des programmes antérieurs									
	494 210	0	302 517	205 531	-191 693	-38,79 %	13 838	Exécution plus lente que prévu	

Ligne / Intitulé									
	Budget initial ±BR (1A)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(AELE)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1A)	Total (4±5)	Justification standard	
04 04 08 - Projet pilote - Encourager la transformation du travail précaire en travail assorti de droits									
	450 000	0	263 279	186 721	-186 721	-41,49 %	0	Exécution plus lente que prévu	
04 04 11 - Projet pilote - Prévention de la maltraitance des personnes âgées									
	300 000	0	168 146	131 854	-131 854	-43,95 %	0	Exécution plus lente que prévu	
04 04 12 - Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (2010)									
	444 789	0	0	457 243	-444 789	-100,00 %	12 454	Exécution plus lente que prévu	
04 04 17 - Action préparatoire - Mesures d'activation ciblant les jeunes - mise en œuvre de l'initiative Jeunesse en mouvement									
	2 000 000	0	646 575	1 353 425	-553 425	-27,67 %	800 000	Exécution plus lente que prévu	
04 04 18 - Action préparatoire - L'innovation sociale guidée par l'entrepreneuriat social et l'entrepreneuriat des jeunes									
	500 000	0	0	500 000	-500 000	-100,00 %	0	Exécution plus lente que prévu	
04 05 01 - Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM)									
	45 338 161	-750 000	16 428 557	28 159 604	-8 839 604	-19,50 %	19 320 000		*
05 02 10 02 - Actions de promotion - Paiements directs par l'Union									
	1 126 798	238 000	1 227 815	136 983	-63 000	-5,59 %	73 983		*
05 05 02 - Instrument de préadhésion pour le développement rural (IPARD)									
	49 138 665	-983 843	47 636 862	517 960	-517 960	-1,05 %	0		*
05 08 01 - Réseau d'information comptable agricole (RICA)									
	14 350 561	-228 781	13 441 271	680 509	-100 000	-0,70 %	580 509		*
05 08 03 - Restructuration des systèmes d'enquêtes agricoles									
	1 628 919	0	1 488 224	140 695	-58 000	-3,56 %	82 695		*
07 02 01 - Contribution aux accords multilatéraux et internationaux en matière d'environnement et de climat									
	2 471 048	200 492	2 610 119	61 421	-61 421	-2,49 %	0		*
07 02 04 - Action préparatoire - Surveillance environnementale du bassin de la mer Noire et programme-cadre européen commun pour le développement de la région de la mer Noire									
	150 000	0	120 301	29 699	-29 699	-19,80 %	0		*
07 12 01 - Mise en œuvre de la politique et de la législation de l'Union sur l'action pour le climat									
	19 076 489	-1 500 000	14 023 949	3 552 540	-1 800 000	-9,44 %	1 752 540		*
11 03 01 - Accords internationaux en matière de pêche									
	28 674 039	2 030 000	29 171 016	1 533 023	-30 274	-0,11 %	1 502 749		*
11 03 02 - Contributions à des organisations internationales									
	4 447 886	-744 240	3 617 820	85 826	-85 826	-1,93 %	0	Exécution plus lente que prévu	
11 03 03 - Travaux préparatoires des nouvelles organisations internationales de pêche et autres contributions non obligatoires à des organisations internationales									
	3 953 676	788 725	4 016 193	726 208	-228 130	-5,77 %	498 078		*

Ligne / Intitulé									
	Budget initial ±BR (1A)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(AELE)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1A)	Total (4±5)	Justification standard	
11 04 01 - Renforcement du dialogue avec l'industrie de la pêche et les milieux concernés par la politique commune de la pêche									
	4 820 520	-981 114	2 729 236	1 110 170	-621 568	-12,89 %	488 602		*
11 09 06 - Action préparatoire - Gardiens de la mer									
	600 000	-400 000	0	200 000	-200 000	-33,33 %	0		*
12 02 01 - Mise en œuvre et développement du marché intérieur									
	6 407 353	3 090 811	8 219 440	1 500 130	-200 000	-3,12 %	1 300 130	Exécution plus lente que prévu	
12 04 01 - Activités spécifiques dans le domaine des services financiers, de l'information financière et du contrôle des comptes									
	7 373 371	0	6 365 604	1 007 767	-1 007 767	-13,67 %	0		*
12 04 03 01 - Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles - Contribution aux titres 1 et 2									
	5 260 000	0	4 865 483	394 517	-311 609	-5,92 %	82 908	Exécution plus lente que prévu	
12 04 03 02 - Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles - Contribution au titre 3									
	1 125 000	0	774 585	350 415	-66 649	-5,92 %	283 766	Exécution plus lente que prévu	
13 04 02 - Fonds de cohésion									
	10 461 043 541	219 426 157	10 510 866 783	169 602 915	106 000 000	1,01 %	275 602 915		*
13 05 02 - Instrument d'aide de préadhésion (IAP) - Composante du développement régional									
	172 734 477	87 395 749	234 851 865	25 278 361	-23 498 271	-13,60 %	1 780 090		*
13 05 03 02 - Coopération transfrontalière et participation de pays candidats et potentiellement candidats aux programmes de coopération transnationaux et interrégionaux des Fonds structurels - Contribution de la rubrique 4									
	34 675 735	0	16 096 388	18 579 347	-15 423 878	-44,48 %	3 155 469		*
14 03 03 - Adhésion à des organisations internationales dans le domaine de la douane et de la fiscalité									
	1 186 103	-118 610	1 055 723	11 770	-11 770	-0,99 %	0		*
14 03 04 - Bonne gouvernance dans le domaine fiscal									
	395 368	-39 537	109 318	246 513	-231 513	-58,56 %	15 000		*
17 02 02 - Action de l'Union dans le domaine de la politique des consommateurs									
	18 779 963	0	15 383 880	3 921 922	-1 066 097	-5,68 %	2 855 825		*
17 02 03 - Action préparatoire - Contrôle des mesures adoptées dans le domaine de la politique des consommateurs									
	150 000	178 915	136 478	192 437	-182 560	-121,71 %	9 877		*
17 03 09 - Projet pilote - Recherche dans le domaine de la santé, de l'environnement, des transports et du changement climatique - Amélioration de la qualité de l'air à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments									
	0	1 267 000	0	1 267 000	-742 156	0,00 %	524 844		*
18 02 06 - Fonds pour les frontières extérieures									
	200 310 984	200 000	200 510 984	0	4 873 221	2,43 %	4 873 221		*

Ligne / Intitulé									
	Budget initial ±BR (1A)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(AELE)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1A)	Total (4±5)	Justification standard	
18 05 08 - Prévention, préparation et gestion des conséquences en matière de terrorisme									
	7 410 888	3 354 000	9 131 667	1 633 221	-1 373 221	-18,53 %	260 000		*
18 05 09 - Prévenir et combattre la criminalité									
	35 723 670	29 196 000	58 818 855	6 100 815	-3 500 000	-9,80 %	2 600 815		*
22 02 02 - Aide à la transition et au renforcement des institutions en faveur des pays candidats potentiels									
	339 099 912	-34 589 223	263 067 520	41 443 169	-5 000 000	-1,47 %	36 443 169		*
26 02 01 - Procédures de passation et de publication des marchés publics de fournitures, de travaux et de services									
	12 849 449	-4 200 000	6 829 625	1 819 824	-720 000	-5,60 %	1 099 824	Exécution plus lente que prévu	
32 03 01 - Clôture du soutien financier aux projets d'intérêt commun du réseau transeuropéen d'énergie									
	1 840 713	3 220 000	4 383 281	677 432	-425 000	-23,09 %	252 432	Exécution plus lente que prévu	
32 04 03 - Activités de soutien à la politique européenne de l'énergie et au marché intérieur de l'énergie									
	1 680 313	2 758 314	3 286 867	1 151 760	-700 000	-41,66 %	451 760	Exécution plus lente que prévu	
32 04 14 01 - Projets énergétiques en vue d'aider à la relance économique - Réseaux énergétiques									
	120 982 500	65 232 684	123 808 323	62 406 861	-48 605 000	-40,18 %	13 801 861		*
32 04 14 02 - Projets énergétiques en vue d'aider à la relance économique - Piégeage et stockage du carbone (PSC)									
	93 437 134	-65 245 476	26 973 913	1 217 745	-825 000	-0,88 %	392 745	Exécution plus lente que prévu	
32 04 14 03 - Projets énergétiques en vue d'aider à la relance économique - Réseau européen d'éoliennes en mer									
	39 699 665	-22 014 000	11 929 759	5 755 906	-4 755 000	-11,98 %	1 000 906		*
Total PRÉLÈVEMENT CP						- 139 792 259			
Total RENFORCEMENT CP						139 792 259			

(*) Voir en annexe pour une justification détaillée.

Justifications

Decrease 02 04 04 02

Completion of the sixth Community framework programme (2003 to 2006)

In 2013 a minor amount was foreseen on this budget line for the Completion of the Sixth Framework Programme for Research (2003-2006) to allow payment of final corrections on the on-going audit files. However, for two on-going files, the closure procedure will not be finalised in 2013. Therefore, the final payments for these two files will be postponed to 2014, and EUR 0.1 million may be transferred.

Increase 04 02 19

European Social Fund (ESF) – Regional Competitiveness and employment

Pending payment applications sent by Member States are ready to be paid but cannot be paid due to the lack of payment appropriations. The proposed reinforcement of EUR 28.9 million will reduce the amount of applications from 2013 which will have to be paid from Budget 2014.

Decrease 04 03 03 03

Information, consultation and participation of representatives of undertakings

The lower than expected implementation of payment appropriations is mainly a temporary effect of the modification of financial rules which has resulted in some delays for a number of calls for proposals. The new Financial Regulation led to the need to revise and update the calls for proposals, including preparing new templates, announcements, rules of the call, etc. This not only required more preparation time in comparison to previous years, but also led to more requests for clarifications from the side of the potential beneficiaries. As a consequence, a significant amount of pre-financing payments, initially planned for 2013, will only be paid in 2014. This allows for the redeployment of EUR 2.5 million.

Decrease 04 03 04

EURES (European Employment Services)

As in the case of item 04 03 03 03, the lower than expected implementation of payment appropriations is mainly a temporary effect of the modification of financial rules, which has resulted in some delays for a number of calls for proposals, and also to issues related to the eligibility of costs claimed. In addition, for EURES, there was a significant change from a single-beneficiary to a multi-beneficiary call. As a consequence, a significant amount of pre-financing payments, initially planned for 2013, will only be paid in 2014. This allows for the redeployment of EUR 3.7 million.

Decrease 04 04 01 01

Employment

As in the above mentioned cases, the lower than expected implementation of payment appropriations is mainly a temporary effect of the modification of financial rules, which has resulted in some delays for a number of calls for proposals. As a consequence, a significant amount of pre-financing payments, initially planned for 2013, will only be paid in 2014. This allows for the redeployment of EUR 3.6 million.

Decrease 04 04 01 02

Social protection and inclusion

As in the above mentioned cases, the lower than expected implementation of payment appropriations is mainly a temporary effect of the modification of financial rules, which has resulted in some delays for a number of calls for proposals. As a consequence, a significant amount of pre-financing payments, initially planned for 2013, will only be paid in 2014. This allows for the redeployment of EUR 3.1 million.

Decrease 04 04 01 03

Working conditions

As in the above mentioned cases, the lower than expected implementation of payment appropriations is mainly a temporary effect of the modification of financial rules, which has resulted in some delays for a number of calls for proposals. As a consequence, a significant amount of pre-financing payments, initially planned for 2013, will only be paid in 2014. This allows for the redeployment of EUR 1.1 million.

Decrease 04 05 01

European Globalisation Adjustment Fund (EGF)

The assessment of some of the applications in the pipeline has taken more time than initially expected; with the need to see further information and clarification from applicant Member States. This has left a backlog of cases that can only be proposed for approval in 2014, and EUR 8.8 million can be transferred.

Decrease 05 02 10 02

Promotion measures - Direct payments by the Union

Several factors lead to lower than expected costs in 2013: the cost for the high level visits is lower than foreseen, amounts submitted in final invoices will be also lower than foreseen; and finally, the exchange rates for these actions were more favourable than originally expected. An amount of EUR 63 000 can therefore be transferred.

Decrease 05 05 02

Instrument for Pre-accession Assistance for Rural Development (IPARD)

After the reimbursement of the last declaration of expenditure of the year, no new payments are to be made before the end of 2013. Therefore, the existing balance of EUR 0.5 million can be made available.

Decrease 05 08 01

Farm Accountancy Data Network (FADN)

The advance payment for one Member State's 2013 accounting year farm returns was less than initially forecast. In addition, a number of the outstanding 2012 accounting year farm returns were not paid as originally planned. The result is an available amount of EUR 0.1 million.

Decrease 05 08 03

Restructuring of systems for agricultural surveys

The amount of expected payments in 2013 will not be as high as originally forecast in the 2013 Budget, allowing for a transfer of EUR 58 000.

Decrease 07 02 01

Contribution to multilateral and international environment and climate agreements

There is a balance of EUR 61 421 in payment appropriations remaining on this line after all the contributions to multilateral and international environment and climate agreements have been paid. This balance can be made available for other needs.

Decrease 07 02 04

Preparatory action - Environmental monitoring of the Black Sea Basin and a common European framework programme for development of the Black Sea region

In 2013 the payment appropriations on this budget line were used to cover a final payment for this preparatory action, which was for a lower amount than foreseen. Therefore, the remaining balance of EUR 29 699 can be made available.

Decrease 07 12 01

Implementation of Union policy and legislation on climate action

A second call for proposals aiming to sign operating grants with NGOs working in the field of environment and climate action was launched with the aim initially for the grant agreements to be signed in December 2013. However, a delay is now expected. Pre-financing payments (60%) are due upon signature of the agreements, which will now only take place in 2014, and so the amount destined to cover those payments (EUR 1.8 million) can therefore be released.

Decrease 11 03 01

International fisheries agreements

A payment for additional catches (linked to the agreement with Gabon) was lower than initially forecast, and EUR 30 274 may be transferred.

Decrease 11 03 03

Preparatory work for new international fisheries organisations and other non-compulsory contributions to international organisations

The payments related to the projects included in the revision of the work programme at the end of November 2013 will not be made in 2013 and will be postponed to 2014, allowing for the transfer of EUR 0.2 million.

Decrease 11 04 01

Closer dialogue with the fishing industry and those affected by the common fisheries policy

Requirements for information and communication expenses are lower than initially forecast due to a number of actions either being delayed or cancelled, or having a lower cost than initially budgeted. As for the financing of regional advisory councils, final payments have been lower than originally planned. The combined effect of these elements, is that a transfer of EUR 0.6 million can be made from this article.

Decrease 11 09 06

Preparatory action - Guardians of the Sea

Following the call for proposals, the evaluation of offers is ongoing. The final selection of the beneficiary and the first payment will not take place before 2014, and so EUR 0.2 million can be redeployed.

Decrease 12 04 01

Specific activities in the field of financial services, financial reporting and auditing

The available payment appropriations (EUR 1 million) have arisen from a correction of eligible amounts following a check carried out on beneficiaries of the grant programme.

Increase 13 04 02

Cohesion Fund

Pending payment applications sent by Member States are ready to be paid but cannot be paid due to the lack of payment appropriations. The proposed reinforcement of EUR 106.0 million will reduce the amount of applications from 2013 which will have to be paid from Budget 2014.

Decrease 13 05 02

Instrument for Pre-Accession Assistance (IPA) - Regional development component

The volume of claims received means that there is an amount remaining on the line (EUR 23.5 million) which can be transferred in the End of Year Transfer to enable the payment of pending claims under the Structural Funds.

Decrease 13 05 03 02

Cross-border cooperation (CBC) and participation of candidate and potential candidate countries in Structural Funds' transnational and interregional cooperation programmes - Contribution from Heading 4

The volume of claims received means that there is an amount remaining on the line (EUR 15.4 million) which can be transferred in the End of Year Transfer to enable the payment of pending claims under the Structural Funds.

Decrease 14 03 03

Membership of international organisations in the field of customs and tax

This budget line covers membership to international organisations in the field of tax and customs. The largest amount represents membership to the World Customs Organisation (WCO), which is indexed yearly. The indexation for 2013 has been lower than foreseen. Therefore, the remaining EUR 11 770 in payment appropriations can be made available.

Decrease 14 03 04

Good governance in the area of tax

This budget line was created in 2010 on an initiative from the European Parliament to support good tax governance. Since 2012 the payment appropriations on this line have only been needed to cover the finalisation of projects. The vast majority of projects have now been finalised and paid, and thus the remaining amount of EUR 0.2 million can be made available for transfer.

Decrease 17 02 02

Union action in the field of consumer policy

Due to delays in the 2013 commitments and the signature of contracts, as well as to the cancellation of some planned actions, EUR 1.1 million in payment appropriations will not be consumed and, therefore, can be returned.

Decrease 17 02 03

Preparatory action - Monitoring measures in the field of consumer policy

As the interim report for the preparatory action has been sent later than expected, it will not be possible to approve it and make the payment before 31 December 2013, and on this basis, EUR 0.2 million may be transferred.

Decrease 17 03 09

Pilot project - Complex research on Health, Environment, Transport and Climate Change (HETC) - Improvement of indoor and outdoor air quality

As the quality of the final report submitted was not of a sufficient standard, the final payment has been postponed, pending the necessary revision, and so an amount of EUR 0.7 million may be transferred.

Increase 18 02 06

External Borders Fund

Due to the implementation profile of this programme, payment appropriations were used during 2013 as a source of temporary redeployment. This was a short-term measure aiming at avoiding obligations to pay late interest. It is now both necessary, and possible to reinforce the Fund, which is in shared management, by EUR 4.9 million.

Decrease 18 05 08

Prevention, preparedness and consequence management of terrorism

The Prevention, preparedness and consequence management of terrorism (CIPS) programme had to deal with a shortage of payment appropriations during the year, until such time as the reserve related to Schengen Governance was lifted. To counteract this difficulty, the line was temporarily reinforced from other sources, including the External Borders Fund (DEC 11/2013), until the transfer lifting the reserve (DEC 20/2013) was adopted at the end of September. In total, the line was reinforced by almost EUR 6 million during the year, nearly doubling the voted budget, and most of this reinforcement has been implemented. However, at the year-end, taking account of the pressing needs of the External Borders Fund, as well as the probable final implementation, it is proposed to transfer EUR 1.4 million.

Decrease 18 05 09

Prevention of and fight against crime

The Prevention of and Fight against Crime (ISEC) programme had to deal with a shortage of payment appropriations during the year, until such time as the reserve related to Schengen Governance was lifted. To counteract this difficulty, the line was temporarily reinforced from other sources, including the External Borders Fund (DEC 11/2013), until the transfer lifting the reserve (DEC 20/2013) was adopted at the end of September. In total, the line was reinforced by more than EUR 42 million during the year, almost all of which has been implemented. However, at the year-end, taking account of the pressing needs of the External Borders Fund, as well as the probable final implementation, it is proposed to transfer EUR 3.5 million.

Decrease 22 02 02

Transition and institution-building assistance to potential candidate countries

A Delegation Agreement "the Rural Credit Guarantee Fund" with Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) under the 2012 National Programme for Albania for EUR 5 million has still not been finalised. Therefore a payment of EUR 4 million originally foreseen for December 2013 will be delayed until the first quarter of 2014. Other works contractors in Albania have also experienced liquidity problems which have led to a slow-down in effected works and requests for interim payments. In total EUR 5 million in payment appropriations can therefore be made available.

Decrease 32 04 14 01

Energy projects to aid economic recovery - Energy networks

The payments for eight projects, which were planned for end-2013, will now be made in 2014, as the project beneficiaries have not yet submitted the related payment requests. In parallel, the payments on another three projects have been advanced to 2013. Overall, this leaves a net result of EUR 48.6 million remaining for redeployment.

Decrease 32 04 14 03

Energy projects to aid economic recovery - European offshore wind grid system

The release of EUR 4.8 million in payment appropriations from this budget line is related to the payment requests of the beneficiaries for three projects. For two of the projects for which a payment was foreseen in 2013 the beneficiaries are now in the process of updating their cost claims. As a result the corresponding payments could not be implemented by the end of 2013. For the third project, following supplementary information received by the beneficiary, the actual costs to be covered accounted for less than the initial forecast.